

Un bouquet d'initiatives fédérales sur la santé en préparation

Primes maladie Dans plusieurs cantons romands, des collectifs se rassemblent sous la houlette du Syndicat des services publics. Le succès de la 13^e rente AVS donne des idées.

Marc Bretton

Quatre pour cent en moyenne, c'est la probable augmentation des primes moyennes de l'assurance maladie que subiront les Suisses l'an prochain, selon Comparis. Une hausse de plus.

Depuis 2023, les Genevois ont enregistré plusieurs coups de gourdin: +4,7%, puis +9,1%, enfin +6,5% en 2025. Ces hausses pèsent sur le revenu disponible des assurés et sur les budgets publics.

Se relever après les échecs

Que faire? Changer un système à bout de souffle. Poussés par des groupements de citoyens, soutenus par le Syndicat des services publics (SSP), des textes sont en préparation, a appris la «Tribune de Genève». Leurs grandes lignes devraient être présentées à Berne, début septembre, mais le mouvement vient de loin.

«Pour nous, tout a commencé par l'annonce des primes 2023», raconte Denis Cattin, un des animateurs du collectif citoyen «Pour une véritable assurance de santé» basé à Delémont. À chaque fois, c'est la même chose: les primes sont annoncées. Les politiciens, les assureurs et les médecins s'expriment. Pas les assurés. Nous avons voulu lancer le débat pour sortir de l'hébétude et demander qu'on mette en place une véritable assurance de santé en Suisse. Il faut aller au-delà de la question des coûts et de la caisse unique pour aborder la question de la prévention et de la promotion de la santé.»

Débats publics, soutien à l'initiative du Parti socialiste suisse sur les primes limitées à 10% du revenu, lancement de pétitions, les activités n'ont pas manqué. «On ne peut pas en rester là, considère Denis Cattin. Il faut que ça bouge et pour cela il faut lancer quelque chose de grand avec tous ceux qui pensent comme nous dans leur coin.»

Un mouvement plus politique a démarré au même moment à Genève: «Là aussi, explique le militant du SSP Paolo Gilardi, après l'explosion des primes 2023, il s'agissait de réunir des représentants du Syndicat des services publics, de la Communauté genevoise d'action syndicale et des partis de gauche, mais aussi du Mouvement populaire des familles. Au niveau suisse, nous avons des contacts avec l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste suisse.»

Élargir la réflexion

Cette année, une coalition nationale s'est mise sur pied avec des contacts à Neuchâtel, dans le Jura, dans le canton de Vaud avec les Engagés pour la santé, au Tessin. Objectif: repenser le système, qui ne tiendrait plus la route.

Exemple: «La répartition des compétences entre cantons et Confédération, souligne une des animatrices du groupe genevois, l'ancienne députée Jocelyne Haller. Les cantons ont des compétences en matière de santé, mais aucune en lien avec la LAMal. La



Les hausses successives des primes de l'assurance maladie sont systématiquement contestées, comme ici à Genève en 2023.

«Les gens sont abasourdis par les primes, mais le débat leur échappe, il faut qu'ils s'en saisissent.»

Paolo Gilardi
Militant du Syndicat des services publics

Confédération en a sur la LAMal, mais n'a rien à dire sur la santé. Du coup, rien ne se fait sur des points cruciaux comme la prévention.»

Début avril, les différents groupes se sont rencontrés à Berne. Qu'est-ce qui bout dans la marmite? «Nous travaillons sur le lancement non pas d'une seule, mais d'un bouquet d'initiatives nationales, raconte Jocelyne Haller. Notre réflexion part de la crise de la santé marquée par des annonces permanentes de hausse des primes, qui conduit 25% de la population à éviter de se faire soigner.»

Selon elle, l'assurance actuelle a des trous béants, manque d'assurance dentaire par exemple, pratiquement pas de prévention. «C'est indigne et nous avons l'impression, mais c'est disputé, que le catalogue des soins et les modalités d'accès rétrécissent pour diminuer les coûts.»

«Arrêter de subir»

À ces reproches s'en ajoutent d'autres: «L'opacité des caisses, leur concentration en nombre et en pouvoir, énumère Pao-

lo Gilardi. On peut déplorer en outre l'évolution du débat politique, mené notamment par le PLR, qui s'attache à désigner des coupables: les vieux, alors que les coûts les plus importants causés par les assurés interviennent la dernière année de vie, quelle que soit la longueur de celle-ci, ou les travailleurs victimes de burn-out, alors que c'est le fonctionnement malsain du monde professionnel qui est en cause, etc.»

Le paradoxe de la situation, «c'est que les gens sont abasourdis par les primes, mais que le débat leur échappe, il faut qu'ils s'en saisissent», constate Paolo Gilardi.

Une foule d'idées

Oui, mais comment faire? Des idées d'initiatives échafaudent, mais rien n'est arrêté, dit Denis Cattin. Jocelyne Haller est plus précise: «La création de l'assurance maladie à la fin des années 90 a été un progrès par rapport à l'état antérieur. Mais c'est une assurance centrée sur la facturation des soins et le remboursement des frais. Elle ignore largement la problématique de la santé, et c'est bien elle qu'il faudrait prendre en compte pour répondre aux besoins et s'attaquer à la progression des coûts. Il faut donc définir une stratégie couvrant l'ensemble de la problématique, ce qui veut dire lancer des textes sur plusieurs points.»

Parmi les idées, celle en faveur d'une caisse publique avec des primes en fonction du revenu, qui ne réglera pas tout, raison pour laquelle d'autres s'imposent, poursuit la politicienne de gauche: «Par exemple une autre pour créer une loi fédérale

sur la santé et une troisième pour rendre incompatible la fonction d'élu national et d'administrateur de caisse maladie.»

Le voile devrait être levé début septembre à Berne, une conférence étant prévue par les collectifs et le SSP.

Les obstacles à franchir

Le problème du regroupement, c'est que lancer une initiative ou des initiatives fédérales demande des forces et un ancrage politique le plus large possible.

De ce côté, la présence du député genevois du Centre Jean-Marc Guinchard comme observateur des discussions est un bon signe. Mais il reste à passer l'obstacle alémanique, «où on n'aime pas beaucoup les textes sur les caisses uniques», soupire Denis Cattin.

Paolo Gilardi se veut optimiste: «L'opinion évolue en Suisse alémanique, qui a commencé aussi à subir des augmentations importantes des primes ces dernières années. En 2014, un sondage a montré qu'une majorité était favorable à une caisse unique.»

Pour faire bouger les esprits, l'initiative populaire est un outil efficace, assure Jocelyne Haller: «Une fois qu'elle a abouti, que les signatures ont été récoltées, elle prend sa place dans l'espace public, place que nous n'aurions jamais en privilégiant une approche parlementaire dans les Chambres fédérales telles qu'elles sont. En outre, en annonçant un bouquet d'initiatives, quitte à avancer ensuite pas à pas, nous démontrerons aux gens que nous ne nous moquerons pas d'eux, que nous ne

jouons pas sur l'émotion ou un coup politique.»

Quelques organisations nationales seraient prêtes à appuyer l'offensive: le Mouvement populaire des familles, lui-même auteur d'une initiative fédérale refusée il y a quelques années, l'Avivo, le Parti suisse du Travail, le SSP. «Pour réussir, explique le président du SSP Suisse, Christian Dandrès, il est important de se mettre dans une optique à long terme. Il s'agit de sortir du débat sur les coûts, et cela demande de fédérer du monde.»

Il faudra aussi accorder les violons avec le Parti socialiste suisse, qui a l'habitude de lancer «ses» initiatives fédérales au moment qu'il juge opportun, par exemple au moment des élections, et avec l'autre poids lourd de la gauche, l'Union syndicale. «Il faut sortir de la logique électorale, analyse Christian Dandrès. Il a fallu plus de dix ans de travail pour gagner sur la treizième rente AVS, c'est l'exemple à suivre.»

Les futurs initiateurs ont le moral. Ils en auront besoin, car la santé n'est pas un terrain politique facile. En juin 2024, deux de ses initiatives fédérales portées échouaient devant le peuple, tandis qu'en novembre, une modification de la clé de répartition du financement des soins, combattue par la gauche, passait la rampe. Mais il est difficile de laisser tomber un sujet qui impose 100 milliards de dépenses par an au niveau suisse, largement assumé par les individus. Il s'impose d'ailleurs tant au niveau national que cantonal, où d'autres idées de réformes sont avancées par les autorités.